

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Economie, des petites et moyennes Entreprises, de la Politique scientifique, de l'Energie et des Relations extérieures;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. Le coefficient de redevance pour l'année 1995 est fixé à 1,1141.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1995.

Art. 3. Le Ministre flamand qui a la politique économique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand
et Ministre flamand de l'Economie, des petites et moyennes Entreprises, de la Politique scientifique,
de l'Energie et des Relations extérieures,

L. VAN DEN BRANDE

La Ministre flamande des Finances et du Budget, des Etablissements de Santé,
de l'Aide sociale et de la Famille,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 94 — 3382

[S-C — 29530]

27 OCTOBRE 1994. — Décret relatif aux centres d'accueil pour adultes (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

1. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. Au sens du présent décret, on entend par :

— « ministre » : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui exerce la tutelle sur les centres d'accueil.

— « centres d'accueil » : les personnes physiques ou morales assurant, sans but lucratif, à titre habituel l'accueil, l'hébergement transitoire et l'aide adaptée aux difficultés de bénéficiaires à l'exclusion des services, établissements ou institutions agréés ou reconnus dans le cadre d'une réglementation spécifique.

— « Bénéficiaires » : personnes âgées de plus de 18 ans, momentanément dans l'incapacité psychologique ou matérielle de vivre de manière autonome, ayant adressé une demande d'hébergement à un centre d'accueil ainsi que leurs enfants à charge qui les accompagnent.

— « Equipe éducative » : ensemble des membres du personnel d'un centre d'accueil.

— « Projet d'insertion et d'accompagnement » : ensemble des objectifs et moyens définis par un centre d'accueil pour recevoir, en toute circonstance, les bénéficiaires, leur assurer le gîte et le couvert et leur proposer un accompagnement social et psychologique adapté à leur situation en vue de contribuer à leur épanouissement personnel, leur insertion sociale et économique et leur autonomie.

Ce projet doit impliquer une collaboration ou un partenariat avec tout autre service privé ou public susceptible de répondre aux besoins des bénéficiaires.

CHAPITRE 1er. — Conditions générales d'agrément

Art. 2. Tout centre d'accueil qui désire assurer, à titre habituel, sans but lucratif, l'hébergement de bénéficiaires doit être agréé par le ministre. L'agrément peut être octroyé pour une durée allant de un à trois ans.

Art. 3. Ne peuvent être agréées que les personnes qui assurent un hébergement aux conditions suivantes:

1. disposer de locaux qui répondent aux conditions fixées par le gouvernement;

2. assurer sans distinction de nationalité, de croyance ou d'opinion, l'accueil et l'hébergement des bénéficiaires;

3. apporter la preuve que le centre est en mesure d'offrir une aide médicale et psychologique si elle s'avère nécessaire;

4. accepter le contrôle administratif d'un fonctionnaire délégué par le ministre et se soumettre aux dispositions de l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

5. ne pas réclamer aux bénéficiaires une participation financière à leurs frais d'entretien supérieure aux deux tiers de leurs revenus;

6. transmettre au ministre, chaque année, dans le courant du mois d'avril, un rapport d'activités comprenant notamment:

- une évaluation de leur activité;
- le nombre de bénéficiaires de l'année;
- le nombre de demandes d'hébergement introduites dans l'année;
- la durée d'hébergement des bénéficiaires.

(1) Session 1993-1994.

Documents du Conseil. — n° 169 — n° 1. — Projet de décret; n° 2. : Rapport.

Session 1994-1995.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du mardi 18 octobre 1994. — Adoption. Séance du jeudi 20 octobre 1994.

Art. 4. Les centres peuvent être agréés en cinq catégories:

- catégorie I : de 2 à 10 lits;
- catégorie II de 11 à 15 lits;
- catégorie III: de 16 à 20 lits;
- catégorie IV: de 21 à 30 lits;
- catégorie V: de plus de 30 lits.

CHAPITRE II. — Des conditions générales de subventionnement

Art. 5. Pour être subventionnés, les centres d'accueil doivent respecter les conditions visées à l'article 3 et répondre, en outre, aux conditions suivantes:

1. s'inscrire dans un projet d'insertion et d'accompagnement tel que défini à l'article 1er. Lorsque le centre d'accueil a pour objectif d'héberger habituellement des personnes accompagnées d'enfant(s) ou de jeune(s) de moins de 18 ans, le projet d'insertion et d'accompagnement doit comprendre en outre une partie spécifique précisant le projet éducatif et les modalités précises d'encadrement à destination des enfants;

2. assurer une permanence d'accueil 24 heures sur 24, à partir de la catégorie III; pour la catégorie III, il suffit d'une permanence téléphonique.

3. tenir une comptabilité régulière. A partir de la catégorie III cette comptabilité doit être établie suivant le plan-comptable minimum normalisé;

4. ouvrir, pour chaque bénéficiaire, dès son arrivée, un dossier contenant les renseignements administratifs et sociaux le concernant ainsi que le programme d'insertion et d'accompagnement qui lui est appliqué et les pièces relatives à son évolution ainsi que, si le centre l'estime opportun, un dossier relatif aux informations médicales le concernant;

5. héberger au moins 6 bénéficiaires;

6. disposer au minimum du personnel suivant:

— en catégorie I : un assistant social ou un infirmier social à temps plein et un éducateur à mi-temps titulaire au moins d'un diplôme A2;

— en catégorie II : un assistant social ou un infirmier social à temps plein, un directeur à temps plein porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur dans le domaine des sciences humaines et/ou économiques ou, à défaut, pouvant justifier de cinq années d'expérience dans une fonction équivalente dans le domaine social et deux éducateurs titulaires au moins d'un diplôme A2, l'un à temps plein, l'autre à mi-temps;

— en catégorie III : un directeur à temps plein porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur dans le domaine des sciences humaines et/ou économiques ou, à défaut, pouvant justifier de cinq années d'expérience dans une fonction équivalente dans le domaine social, un assistant social ou un infirmier social à temps plein et deux éducateurs à temps plein titulaires au moins d'un diplôme A2;

— en catégorie IV : un directeur à temps plein porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur dans le domaine des sciences humaines et/ou économiques ou, à défaut, pouvant justifier de cinq années d'expérience dans une fonction équivalente dans le domaine social, un assistant social ou un infirmier social à temps plein et trois éducateurs à temps plein titulaires au moins d'un diplôme A2;

— en catégorie V: un directeur à temps plein porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur dans le domaine des sciences humaines et/ou économiques ou, à défaut, pouvant justifier de cinq années d'expérience dans une fonction équivalente dans le domaine social, un assistant social ou un infirmier social à temps plein et quatre éducateurs à temps plein titulaires au moins d'un diplôme A2;

7° être constitué sous forme d'asbl ou être créé ou géré par un CPAS.

Art. 6. Le ministre peut sur avis de la Commission d'agrément accorder aux centres de catégorie V qui en font la demande, un éducateur à mi-temps titulaire au moins d'un diplôme A2 par tranche de 10 lits supplémentaires à partir du quatrième.

La demande du centre doit être réalisée conformément à l'article 12 et mettre en évidence les éléments justifiant une augmentation de l'encadrement en regard avec le projet d'insertion et d'accompagnement du centre d'accueil.

Art. 7. § 1. Les centres agréés et subventionnés ne peuvent héberger les bénéficiaires que pour une durée de 180 jours maximum sur 12 mois.

§ 2. Sur base d'une demande motivée introduite un mois au moins avant l'expiration du délai visé au § 1er, le ministre peut accorder une dérogation au délai maximum de 180 jours visé au § 1er, si des circonstances exceptionnelles dûment constatées le justifient.

Art. 8. Tous les deux ans, un membre de l'équipe éducative de chaque centre d'accueil doit suivre une formation de 30 heures par an au minimum en rapport avec le projet d'insertion et d'accompagnement du centre d'accueil. Les formations choisies doivent être préalablement agréées par le Ministre.

Art. 9. Chaque année, en avril, les centres d'accueil agréés et subventionnés transmettent au Ministre :

1. un rapport d'évaluation sur leurs activités. Ce rapport doit notamment faire état de la collaboration ou du partenariat avec tout autre service privé ou public;

2. un relevé mentionnant:

- le nombre de bénéficiaires de l'année,
- le nombre de demandes d'hébergement introduites dans l'année,
- la durée d'hébergement des bénéficiaires,
- le résultat du projet d'insertion pour chaque bénéficiaire;

3. le relevé précis du personnel occupé, de leurs qualifications et de leur salaire;

4. le compte des recettes et des dépenses et le bilan relatifs à l'année précédente.

Art. 10. Les centres d'accueil agréés qui répondent aux conditions visées à l'article 5 du présent décret peuvent être subventionnés par la Communauté française selon les modalités prévues par arrêté et dans les limites des crédits budgétaires. Les subventions sont versées mensuellement.

Les centres d'accueil ne peuvent recevoir d'autres subventions d'une même ou autre autorité publique allouées pour des frais de fonctionnement ou de personnel identiques à ceux couverts par les subventions octroyées sur base du présent décret.

Les centres sont subventionnés selon la catégorie dans laquelle ils sont agréés.

CHAPITRE III. — *Procédure de reconnaissance et d'agrément*

Art. 11. La demande d'agrément et le cas échéant de subventionnement est adressée au secrétaire de la commission d'agrément par lettre recommandée avec une copie au Ministre.

Art. 12. A cette demande sont joints :

1. Pour une demande d'agrément et une demande de subventionnement:
 - a) le projet d'insertion et d'accompagnement du centre d'accueil;
 - b) un exemplaire des statuts du centre d'accueil et leurs modifications éventuelles parus au *Moniteur belge*;
 - c) un plan de l'établissement indiquant la destination des lieux;
 - d) le nombre de lits par chambre, les voies d'accès;
 - e) les noms et qualifications des membres de l'équipe éducative ainsi qu'une description de leurs fonctions respectives et une copie de leurs diplômes ou des documents en tenant lieu;
 - f) les documents attestant que les locaux et/ou infrastructures mis à la disposition des bénéficiaires répondent aux conditions fixées par le Gouvernement;
 - g) le nom du responsable de l'institution ainsi qu'une copie certifiée conforme de ses diplômes et un certificat récent de bonne vie et mœurs;
 - h) un rapport du service compétent qui atteste que le Centre est en règle par rapport à la législation relative à la lutte contre l'incendie;
 - i) si le centre a déjà fonctionné, les documents visés à l'article 10;
 - j) une copie des contrats d'assurances contractés par le centre d'accueil répondant aux conditions fixées par le Gouvernement;
 - k) si le centre a déjà fonctionné, une copie de l'arrêté de reconnaissance du centre d'accueil.
2. Pour une demande d'agrément simple, les documents visés aux 1) c, d, e, f, g, h, j.

Art. 13. Seule l'introduction de tous les documents donne lieu à un accusé de réception par le secrétaire de la commission d'agrément.

Le dossier est transmis pour inspection à l'administration. Le rapport d'inspection doit être transmis au ministre et au secrétaire de la commission d'agrément dans les deux mois de l'accusé de réception.

Art. 14. Dans les trois mois de la transmission du rapport d'inspection au secrétaire de la commission, la commission d'agrément rend un avis motivé au ministre sur la conformité du centre d'accueil avec les conditions du présent décret et en cas de demande de subventionnement, sur la qualité du projet d'insertion et d'accompagnement.

Art. 15. Dans le mois qui suit la réception de cet avis, le ministre notifie sa décision au centre d'accueil concerné. Il en informe le secrétaire de la commission d'agrément.

Art. 16. § 1er. A la demande du centre d'accueil, l'agrément et, le cas échéant, le subventionnement peuvent être renouvelés.

§ 2. La demande de renouvellement doit être introduite par le centre d'accueil, par lettre recommandée, au moins six mois avant l'expiration de la période d'agrément ou d'octroi du subventionnement.

Le centre d'accueil reste agréé et, le cas échéant, subventionné jusqu'à ce qu'il soit statué sur la nouvelle demande.

§ 3. Lors du renouvellement de l'agrément, le centre d'accueil peut, à sa demande, être agréé par le ministre dans une catégorie supérieure.

§ 4. Les articles 5, 13 et 14 du présent décret sont applicables *mutatis mutandis* lors d'une demande de renouvellement d'agrément et/ou de reconnaissance.

§ 5. Lors du renouvellement de l'agrément, le centre qui, pendant les deux dernières années, n'atteindrait pas 80 p.c. du taux d'occupation minimum pour la catégorie dans laquelle il est agréé, sera agréé dans la catégorie correspondant au nombre effectif des nuitées.

CHAPITRE IV. — *Retrait d'agrément et/ou de subventionnement*

Art. 17. L'agrément et/ou le subventionnement du centre d'accueil peut être retiré après avis de la commission d'agrément, si l'une des conditions fixées, respectivement pour l'agrément et le subventionnement, n'est plus observée, après une mise en demeure notifiée par le ministre au centre d'accueil précisant, après concertation avec le centre d'accueil, le délai endéans lequel toutes les conditions doivent être respectées.

La commission d'agrément saisie de la demande par le ministre doit rendre un avis motivé au ministre dans les quinze jours de l'expiration du délai précité.

La demande de saisine du Ministre doit être accompagnée d'un rapport circonstancié quant à l'inobservation par le centre d'accueil des conditions fixées par le présent décret. Ce rapport est rédigé par l'administration.

Art. 18. La décision du Ministre de retrait de l'agrément et/ou du subventionnement est motivée et notifiée par lettre recommandée au responsable du centre d'accueil et transmise pour information au président de la commission d'agrément.

II. De la commission d'agrément et d'avis

Art. 19. Il est créé une commission d'agrément chargée d'émettre un avis motivé sur toute demande d'agrément ou demande de renouvellement d'agrément et, d'initiative ou à la demande du Ministre, sur toute matière liée à la problématique générale de l'insertion sociale des bénéficiaires telle qu'elle est perçue au sein des centres d'accueil.

En juin, elle transmet au Gouvernement et au Conseil un rapport annuel contenant notamment une évaluation du secteur des centres d'accueil, une liste des problèmes rencontrés dans la pratique et plusieurs propositions de solutions.

Art. 20. La commission d'agrément se compose:

1. d'un représentant du Ministre;
2. de deux conseillers de l'Aide à la Jeunesse;
3. de neuf représentants des centres d'accueil;
4. de deux fonctionnaires de la Direction générale des Affaires sociales de la Communauté française;

5. d'un représentant de l'Union des Villes et des Communes;
6. d'un représentant du secteur de l'insertion professionnelle;
7. d'un représentant du Ministre du Budget.

Le Ministre désigne le président de la commission parmi ces membres. Le secrétariat est assuré par un des fonctionnaires de la Direction générale des Affaires sociales de la Communauté française désigné par le ministre. En outre, les Ministres du Gouvernement de la Région wallonne et du Collège de la Commission communautaire française qui ont les Affaires sociales dans leurs attributions peuvent chacun déléguer un représentant.

Tous les membres de la commission d'agrément ont une voix délibérative à l'exception des représentants des ministres qui ont une voix consultative.

Art. 21. Le Gouvernement nomme les membres pour un terme renouvelable de quatre ans.

Il fixe les indemnités qui leur sont accordées.

Les membres visés à l'article 20, 2^o, 3^o, 5^o et 6^o sont nommés sur base d'une liste double de candidats présentés par les unions et fédérations représentatives transmise au Ministre par lettre recommandée. Parmi les membres, visés à l'article 20, 3^o, deux au moins doivent être représentants de centres d'accueil agréés mais non subventionnés. Le Gouvernement règle les modalités de fonctionnement de la commission.

Art. 22. Après avoir désigné les membres effectifs, le Ministre nomme, suivant la même procédure, les membres suppléants. Chaque membre suppléant ne siège qu'en cas d'empêchement d'un membre effectif.

Art. 23. Si, en cours de mandat, un membre perd sa qualité de mandataire, il est procédé à son remplacement selon le même mode de désignation. Le membre ainsi nommé achève le mandat de la personne qu'il remplace.

Art. 24. La commission peut appeler des experts avec voix consultative, après approbation du Ministre.

Le fonctionnaire qui a élaboré le rapport d'inspection relatif au centre d'accueil concerné doit être entendu lorsqu'un avis sur ce centre doit être rendu.

Art. 25. La commission établit un règlement d'ordre intérieur qui devra être approuvé par le Ministre.

III. Dispositions diverses

Art. 26. Les personnes dirigeant les centres d'accueil qui assurent l'hébergement de bénéficiaires sans avoir obtenu un agrément du Gouvernement tel que visé à l'article 2 du présent décret sont punies d'une amende de 26 francs à 500 francs.

Art. 27. Un arrêté du Gouvernement peut modifier le nombre des catégories visées à l'article 4 et le personnel minimum visé à l'article 5^o, 6^o, ainsi que la liste des documents visée à l'article 12 et le taux d'occupation minimale visé à l'article 16, § 5.

Art. 28. Les centres d'accueil agréés par le Gouvernement de la Communauté française avant l'entrée en vigueur du présent décret doivent réintroduire une nouvelle demande d'agrément et, le cas échéant, de subventionnement dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent décret.

Les centres d'accueil non agréés qui exerçaient leurs activités avant l'entrée en vigueur du présent décret peuvent continuer à exercer celles-ci jusqu'à la notification de la décision du Ministre relative à leur demande d'agrément si cette demande a été introduite dans l'année de l'entrée en vigueur du présent décret.

Si la demande d'agrément n'a pas été introduite dans le délai précité, le centre d'accueil n'est plus autorisé à fonctionner à partir de l'expiration du délai précité.

IV. Entrée en vigueur

Art. 29. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa parution au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 5, 6), qui entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Le Gouvernement ne peut prévoir l'entrée en vigueur de l'article 5, 6), qu'après avoir décidé de subventionner les centres agréés pour leurs frais de personnel au minimum à concurrence de 80 p.c. de l'ensemble des charges patronales des services selon les conditions de qualification, d'ancienneté et les échelles barémiques prévues par arrêté.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 octobre 1994

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée de la Fonction publique de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOUX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 94 — 3382

[C — 29530]

27 OKTOBER 1994. — Decreet betreffende de opvangcentra voor volwassenen (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

I. Algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

— « minister » : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap dat het toezicht uitoefent op de opvangcentra.

— « opvangcentra » : de natuurlijke personen of de rechtspersonen die, zonder winstbejag, doorgaans begunstigten opvangen, bij wijze van overgangsmaatregel huisvesten en een aan hun moeilijkheden beantwoordende hulp verlenen, met uitzondering van de diensten, inrichtingen of instellingen die goedgekeurd of erkend zijn in het raam van een specifieke reglementering.

— « begunstigten » : de personen van meer dan 18 jaar, die momenteel in de psychologische of materiële onmogelijkheid verkeren autonoom te leven en die een aanvraag tot huisvesting hebben ingediend bij een opvangcentrum alsook hun kinderen ten laste die ze begeleiden.

— « opvoedingsploeg » : geheel van de personeelsleden van een opvangcentrum.

— « inschakelings- en begeleidingsontwerp » : geheel van de doelstellingen en van de middelen bepaald door een opvangcentrum om, in alle omstandigheden, de begunstigten te verwelkomen, hun kost en woning te verlenen en een aan hun toestand aangepaste maatschappelijke en psychologische begeleiding te verlenen, om ze te helpen met hun persoonlijke ontplooiing, hun economische en maatschappelijke inschakeling en hun autonomie.

Dit ontwerp moet inhouden dat er samengewerkt (ook in partnership) moet worden met iedere andere privé- of overheidsdienst die aan de behoeften van de begunstigten zou kunnen beantwoorden.

HOOFDSTUK I. — Algemene erkenningsvoorwaarden

Art. 2. Ieder opvangcentrum dat, zonder winstbejag, doorgaans de huisvesting van de begunstigten wenst te organiseren, dient door de minister te worden erkend. De erkenning mag voor een periode van één tot drie jaar worden verleend.

Art. 3. Mogen enkel worden erkend de personen die huisvesting verlenen onder de volgende voorwaarden :

1^o beschikken over lokalen die voldoen aan de door de Regering vastgelegde voorwaarden;2^o geen onderscheid maken, wat hun nationaliteit, geloof of opinies betreft, tussen de begunstigten bij hun opvang en huisvesting;3^o het bewijs leveren dat het centrum in staat is medische en psychologische hulp te verlenen zouden die noodzakelijk blijken;4^o het administratieve toezicht van een door de minister afgevaardigde ambtenaar aanvaarden en zich voegen naar de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;5^o geen geldelijke bijdrage aan hun onderhoudskosten hoger dan twee derde van hun inkomsten van de begunstigten bevorderen;6^o om het jaar, tijdens de maand april, de minister een activiteitenverslag te laten geworden waarin zich bevinden :

- een evaluatie van hun activiteit;
- het aantal begunstigten voor het jaar;
- het aantal aanvragen om huisvesting ingesteld gedurende het verlopen jaar;
- de duur van de huisvesting van de begunstigten.

Art. 4. De centra kunnen worden erkend in vijf categorieën :

- categorie I : van 2 tot 10 bedden;
- categorie II : van 11 tot 15 bedden;
- categorie III : van 16 tot 20 bedden;
- categorie IV : van 21 tot 30 bedden;
- categorie V : meer dan 30 bedden.

HOOFDSTUK II. — Algemene voorwaarden voor de subsidiëring

Art. 5. Om te worden gesubsidieerd, dienen de opvangcentra de voorwaarden bedoeld bij artikel 3 in acht te nemen en aan de volgende voorwaarden te voldoen :

1^o deelnemen aan een inschakelings- en begeleidingsontwerp zoals bepaald bij artikel 1. Wanneer het opvangcentrum zich ten doel stelt doorgaans huisvesting te verlenen aan personen die begeleid zijn door één of meer kinderen of jongeren van minder dan 18 jaar, moet het inschakelings- en begeleidingsontwerp, bovendien, een specifiek deel bevatten waarin het opvoedingsontwerp gepreciseerd wordt en waarin de precieze omkaderingsmodaliteiten voor de kinderen nader bepaald zijn;2^o 24 uur op 24 in staat zijn iemand in opvang te nemen, vanaf categorie III; voor categorie III, een telefoonwacht is voldoende;

(1) Zitting 1993-1994.

Stukken van de Raad. — nrs. 169 — nr. 1. — Ontwerp van decreet; nr. 2. : Verslag.

Zitting 1994-1995.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van dinsdag 18 oktober 1994. — Aanneming. Vergadering van donderdag 20 oktober 1994.

3° een regelmatige boekhouding voeren. Vanaf categorie III, dient deze boekhouding gevoerd te worden in overeenstemming met de minimumindeling van het algemeen rekeningenstelsel;

4° voor iedere begunstigde, vanaf zijn aankomst, een dossier openen waarin de administratieve en sociale inlichtingen die hem aanbelangen voorkomen alsook het voor hem toepaste inschakelings- en begeleidingsprogramma en de stukken die betrekking hebben op zijn evolutie alsook, indien het centrum het nodig acht, een dossier met betrekking tot de medische inlichtingen die hem betreffen;

5° ten minste zes begunstigten huisvesting verlenen;

6° minimum over hiernavolgend personeel beschikken :

— in categorie I : een maatschappelijk assistent of een maatschappelijk verpleger met voltijdse betrekking en een opvoeder met halftijdse betrekking die minstens houder is van een diploma A2;

— in categorie II : een maatschappelijk assistent of een maatschappelijk verpleger met voltijdse betrekking, een voltijds directeur die houder is van een diploma van het hoger onderwijs op het gebied van de humane en/of economische wetenschappen of, bij gebrek eraan, die het bewijs kan leveren van een ervaring van vijf jaar in een gelijkwaardig ambt op maatschappelijk gebied en van twee opvoeders die houder zijn van minstens een diploma A2, één met voltijdse betrekking en één met halftijdse betrekking;

— in categorie III : een voltijds directeur die houder is van een diploma van het hoger onderwijs op het gebied van de humane en/of economische wetenschappen of, bij gebrek eraan, die het bewijs kan leveren van een ervaring van vijf jaar in een gelijkwaardig ambt op maatschappelijk gebied, een maatschappelijk assistent of een maatschappelijk verpleger met voltijdse betrekking en twee opvoeders met voltijdse betrekking die minstens houder zijn van een diploma A2;

— in categorie IV : een voltijds directeur die houder is van een diploma van het hoger onderwijs op het gebied van de humane en/of economische wetenschappen of, bij gebrek eraan, die het bewijs kan leveren van een ervaring van vijf jaar in een gelijkwaardig ambt op maatschappelijk gebied, een maatschappelijk assistent of een maatschappelijk verpleger met voltijdse betrekking en drie opvoeders met voltijdse betrekking die minstens houder zijn van een diploma A2;

— in categorie V : een voltijds directeur die houder is van een diploma van het hoger onderwijs op het gebied van de humane en/of economische wetenschappen of, bij gebrek eraan, die het bewijs kan leveren van een ervaring van vijf jaar in een gelijkwaardig ambt op maatschappelijk gebied, een maatschappelijk assistent of een maatschappelijk verpleger met voltijdse betrekking en vier opvoeders met voltijdse betrekking die minstens houder zijn van een diploma A2;

7° samengesteld zijn in de vorm van een vzw ofwel ingesteld of beheerd zijn door een OCMW.

Art. 6. Op advies van de Erkenningscommissie kan de minister de centra van categorie V die het vragen een halftijds opvoeder die minstens houder is van een diploma A2 toekennen per schijf van tien bijkomende bedden vanaf de vierde.

De aanvraag van het centrum moet geschieden overeenkomstig artikel 12 en daarin moeten de elementen die een verhoging van het omkaderingspersoneel tegenover het inschakelings- en begeleidingsontwerp van het opvangcentrum verantwoorden.

Art. 7. § 1. De erkende en gesubsidieerde centra mogen de begunstigten enkel voor een periode van 180 dagen maximum in een periode van twaalf maanden, huisvesting verlenen.

§ 2. Op basis van een met redenen omklede aanvraag ingediend minstens één maand voor het verstrijken van de termijn bedoeld bij § 1, kan de minister een afwijking toekennen op de maximale termijn van 180 dagen bedoeld bij § 1, indien uitzonderlijke omstandigheden die behoorlijk vastgesteld zijn, het verantwoorden.

Art. 8. Om de twee jaar, moet een lid van de opvoedkundige ploeg van ieder opvangcentrum een opleiding volgen van minstens dertig uren per jaar die in verband staat met het inschakelings- en begeleidingsontwerp van het opvangcentrum. De gekozen opleidingen dienen eerst door de minister te worden erkend.

Art. 9. Om het jaar, in april, maken de erkende en gesubsidieerde opvangcentra aan de minister over :

1° een evaluatieverslag over hun activiteiten. In dit verslag dient melding te worden gemaakt van de medewerking of het partnership van alle andere openbare of privé-diensten;

2° een opgave waarin vermeld worden :

- het aantal begunstigten voor het jaar;
- het aantal tijdens het jaar ingediende aanvragen om huisvesting;
- de duur van huisvesting van de begunstigten;
- het resultaat van het inschakelingsontwerp voor iedere begunstigde;

3° de exacte opgave van het in dienst zijnde personeel, van hun kwalificaties en van hun salaris;

4° de ontvangsten- en uitgavenrekeningen en de balans met betrekking tot het voorgaande jaar.

Art. 10. De erkende opvangcentra die voldoen aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 5 van dit decreet kunnen worden gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap volgens de modaliteiten voorzien bij besluit en binnen de perken van de budgettaire kredieten. De subsidies worden jaarlijks gestort.

De opvangcentra kunnen geen andere subsidies krijgen van eenzelfde of een andere openbare overheid, die toegekend zouden zijn voor werkings- of personeelskosten die van gelijkaardige natuur zouden zijn als deze gedekt door de subsidies toegekend op basis van dit decreet.

De centra worden gesubsidieerd volgens de categorie waarin zij worden erkend.

HOOFDSTUK III. — *Goedkeurings- en erkenningsprocedure*

Art. 11. De erkenningsaanvraag en desgevallend de subsidiëeringsaanvraag dient te worden gericht tot de secretaris van de erkenningscommissie per aangetekende brief met een afschrift aan de minister.

Art. 12. Bij deze aanvraag dienen te worden gevoegd :

1° Voor een erkennings- en subsidiëeringsaanvraag :

- a) het inschakelings- en begeleidingsontwerp van het opvangcentrum;
- b) een exemplaar van de statuten van het opvangcentrum en hun mogelijke wijzigingen, zoals verschenen in het *Belgisch Staatsblad*;
- c) een plan van de inrichting met vermelding van de bestemming van de plaatsen;
- d) het aantal bedden per kamer, de toegangswegen;
- e) de namen en de bevoegdheden van de opvoedkundige ploegsleden alsook een beschrijving van hun respectieve functies en een afschrift van hun diploma's of van gelijkwaardige documenten;

f) de documenten waarbij bewezen wordt dat de lokalen en/of de infrastructuur die ter beschikking van de begunstigden worden gesteld aan de door de Regering bepaalde voorwaarden voldoen;

g) de naam van de verantwoordelijke van de inrichting alsook een eensluidend afschrift van zijn diploma's en een getuigschrift van goed zedelijk gedrag;

h) een verslag van de bevoegde dienst waarbij bewezen wordt dat het centrum in orde is ten opzichte van de wetgeving inzake brandbestrijding;

i) indien het centrum al gewerkt heeft, de documenten bedoeld bij artikel 10;

j) een afschrift van de door het centrum aangegane verzekeringscontracten die voldoen aan de door de Regering bepaalde voorwaarden;

k) indien het centrum al gewerkt heeft, een afschrift van het erkenningsbesluit van het opvangcentrum.

2. Voor een eenvoudige erkenningsaanvraag, de documenten bedoeld bij 1^o c, d, e, f, g, h, j.

Art. 13. De secretaris van de erkenningscommissie reikt een ontvangstbewijs uit enkel wanneer alle documenten ingediend werden.

Het dossier is overgezonden voor inspectie aan het Bestuur. Het inspectieverslag dient te worden overgezonden aan de minister en aan de secretaris van de erkenningscommissie binnen de twee maanden van het ontvangstbewijs.

Art. 14. Binnen de drie maanden die volgen op het verzenden van het inspectieverslag aan de secretaris van de erkenningscommissie, brengt de erkenningscommissie een met redenen omkleed advies uit aan de minister over de conformiteit van het opvangcentrum met de voorwaarden van dit decreet en, als er een aanvraag bestaat tot subsidiëring, over de waarde van het inschakelings- en begeleidingsontwerp.

Art. 15. Binnen de maand die volgt op de ontvangst van dat advies, maakt de minister zijn beslissing bekend aan het betrokken opvangcentrum. Hij brengt de secretaris van de erkenningscommissie er op de hoogte van.

Art. 16. § 1. Op aanvraag van het opvangcentrum, kan de erkenning, en desgevallend de subsidiëring, verlengd worden.

§ 2. De aanvraag tot verlenging dient te worden ingediend door het opvangcentrum, per aangetekende brief, ten minste zes maanden voor het verstrijken van de erkenningsperiode of de subsidiëringstoekenning.

Het opvangcentrum behoudt zijn erkenning, en desnoods zijn subsidiëring, totdat er een beslissing wordt genomen omtrent de nieuwe aanvraag.

§ 3. Bij het verlengen van de erkenning, mag het opvangcentrum, op eigen aanvraag, door de minister in een hogere categorie worden erkend.

§ 4. De artikelen 5, 13 en 14 van dit decreet zijn van toepassing, mutatis mutandis, op een aanvraag tot verlenging van een erkenning en/of goedkeuring.

§ 5. Bij het verlengen van de erkenning zal het centrum dat, gedurende de laatste twee jaren, niet 80 % van het minimum bezettingspercentage voor de categorie waarvoor hij erkend is, zal erkend worden in de categorie die overeenstemt met het effectief aantal overnachtingen.

HOOFDSTUK IV. — *Intrekking van de erkenning en/of de subsidiëring*

Art. 17. De erkenning en/of de subsidiëring van het opvangcentrum kan worden ingetrokken na advies van de erkenningscommissie, indien een van de voorwaarden die bepaald zijn, respectievelijk voor de erkenning en de subsidiëring, niet meer nageleefd wordt, na ingebrekestelling waarvan kennis wordt gegeven door de minister aan het opvangcentrum en waarbij, na overleg met het opvangcentrum, de termijn voor de volledige naleving van de voorwaarden wordt gepreciseerd.

De erkenningscommissie waarbij de aanvraag door de minister aanhangig wordt gemaakt moet een met redenen omkleed advies uitbrengen aan de minister binnen de veertien dagen van het verstrijken van voornoemde termijn.

Bij de aanvraag tot aanhangig maken van de minister dient een gedetailleerd verslag te worden gevoegd over de niet-naleving door het opvangcentrum van de voorwaarden bepaald bij dit decreet. Dit verslag wordt door het bestuur opgesteld.

Art. 18. De beslissing van de minister tot intrekking van de erkenning en/of de subsidiëring dient met redenen te worden omkleed. Van deze beslissing dient door de minister per aangetekende brief kennis te worden gegeven aan de verantwoordelijke voor het opvangcentrum en van deze beslissing dient ook de voorzitter van de erkenningscommissie op de hoogte te worden gebracht.

II. Erkennings- en adviescommissie

Art. 19. Er wordt een erkenningscommissie opgericht die belast is met het uitbrengen van een met redenen omkleed advies over iedere aanvraag tot erkenning of aanvraag tot verlenging van een erkenning en, op eigen initiatief of op aanvraag van de minister, over iedere aangelegenheid die in verband staat met de algemene problematiek van de maatschappelijke inschakeling van de begunstigden zoals deze aangevoeld wordt in de opvangcentra.

In juni maakt zij aan de Regering en de Raad een verslag over waarin, onder andere, een evaluatie van de sector van de opvangcentra, een lijst van de problemen die voorkomen in de praktijk en meerdere voorstellen tot oplossing, te vinden zijn.

Art. 20. De erkenningscommissie wordt samengesteld uit :

1^o een vertegenwoordiger van de minister;

2^o twee adviseurs van de Hulpverlening aan de Jeugd;

3^o negen vertegenwoordigers van de opvangcentra;

4^o twee ambtenaren van de Algemene Directie voor Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap;

5^o een vertegenwoordiger van de Unie van de steden en de gemeenten;

6^o een vertegenwoordiger van de sector van de inschakeling in het arbeidsproces;

7^o een vertegenwoordiger van de minister van Begroting.

De minister stelt de voorzitter van de commissie onder haar leden aan. Het secretariaat wordt waargenomen door een van de ambtenaren van de Algemene Directie voor Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap, aangesteld door de minister. Bovendien, mogen de ministers van de Regering van het Waalse Gewest en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wier bevoegdheden de Sociale Zaken behoren, ieder een vertegenwoordiger afvaardigen.

Al de leden van de erkenningscommissie zijn stemgerechtigd met uitzondering van de vertegenwoordigers van de ministers die een raadgevende stem hebben.

Art. 21. De Regering benoemt de leden voor een vernieuwbare termijn van vier jaar.

Zij bepaalt de vergoedingen die ze toegekend worden.

De leden bedoeld bij artikel 20, 2^o, 3^o, 5^o en 6^o, worden benoemd op basis van een tweevoudige lijst van de kandidaten die voorgesteld worden door de representatieve unies en federaties, die per aangetekende brief aan de minister wordt toegezonden. Minstens twee personen onder de leden, bedoeld bij artikel 20, 3^o, moeten vertegenwoordigers zijn van erkende doch niet gesubsidieerde opvangcentra. De Regering bepaalt de modaliteiten van werking van de commissie.

Art. 22. Na de aanstelling van de werkende leden, benoemt de minister, volgens dezelfde procedure, de plaatsvervangende leden. Ieder plaatsvervangend lid mag enkel zitting hebben bij verhindering van een werkend lid.

Art. 23. Indien, tijdens de ambtstermijn, een lid zijn hoedanigheid van mandataris verliest, wordt hij vervangen volgens dezelfde aanwijzingsprocedure. Het aldus benoemd lid voleindigt de ambtstermijn van de persoon die hij vervangt.

Art. 24. De commissie kan beroep doen op deskundigen met raadgevende stem, na goedkeuring door de minister.

De ambtenaar die het inspectieverslag heeft opgesteld met betrekking tot het betrokken opvangcentrum moet worden gehoord als er een advies over dit centrum dient te worden uitgebracht.

Art. 25. De commissie stelt een huishoudelijk reglement vast dat door de minister zal moeten worden goedgekeurd.

III. Diverse bepalingen

Art. 26. De personen die de leiding hebben van de opvangcentra die huisvesting verlenen aan begunstigen zonder voorafgaande erkenning van de Regering zoals bedoeld bij artikel 2 van dit decreet, worden gestraft met een boete van 28 frank tot 500 frank.

Art. 27. Een besluit van de Regering mag het aantal categorieën bedoeld bij artikel 4 en het minimumpersoneel bedoeld bij artikel 5, 6), wijzigen alsook de lijst van de documenten bedoeld bij artikel 12 en het minimale bezettingspercentage bedoeld bij artikel 16, § 5.

Art. 28. De opvangcentra die erkend werden door de Regering van de Franse Gemeenschap voor de inwerkingtreding van dit decreet moeten een nieuwe aanvraag tot erkenning, en desgevallend tot subsidiëring, indienen binnen een termijn van één jaar vanaf de inwerkingtreding van dit decreet.

De niet erkende opvangcentra die hun activiteiten verrichtten voor de inwerkingtreding van dit decreet mogen die blijven voortzetten totdat ze van de beslissing van de minister wordt kennis gegeven met betrekking tot hun aanvraag tot erkenning indien deze aanvraag ingediend werd gedurende het jaar van de inwerkingtreding van dit decreet.

Indien de aanvraag tot erkenning niet binnen voornoemde termijn werd ingediend, is het opvangcentrum er niet meer toe gemachtigd verder te werken vanaf het verstrijken van voornoemde termijn.

IV. Inwerkingtreding

Art. 29. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 5, 6, dat in werking treedt op de datum bepaald door de Regering.

De Regering mag de inwerkingtreding van artikel 5, 6 alleen voorzien indien zij besloten heeft de erkende centra te subsidiëren voor de personeelskosten ten minste ten belope van 80 % van het geheel van de werkgeverslasten van de diensten volgens de voorwaarden inzake bevoegdheden, anciënniteit en de baremische schalen voorzien bij besluit.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 oktober 1994.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Ambtenarenzaken, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Hulpverlening aan de Jeugd en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele sector,

P. MAHOUX

F. 94 — 3383

[C — 29562]

4 NOVEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création dans le ressort du Secteur XVII — Communauté française — des comités de concertation de base et des comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents et présidents suppléants de ces comités

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment les articles 34, 36, 38 et 42;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 18 décembre 1991 portant création dans le ressort du Secteur XVII — Communauté française — des comités de concertation de base et des comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents et des membres de la délégation de l'autorité ainsi que de leurs suppléants;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de Concertation du Secteur XVII donné le 28 avril 1994;